

**Interview** Cela fait une décennie que N'Djamena s'immisce dans les affaires intérieures centrafricaines, rappelle l'ex-ministre tchadien des Affaires étrangères et membre de l'opposition extérieure, Acheikh Ibn-Oumar. Mais ce rêve d'hégémonie, qui joue de l'imbroglio sous-régional et a conduit à des interventions étrangères aux missions ambiguës, risque d'embraser toute la zone. Et finir par déstabiliser le régime lui-même.

## « Déby se comporte en RCA comme en pays conquis »

Propos recueillis par Augusta Conchiglia

■ **Quel rôle a joué le Tchad dans le renversement de Bozizé par la Séléka?**

□ Il y a deux aspects. D'une part, la complicité directe des forces tchadiennes de la Force d'Afrique centrale (Fomac) dans la prise de Bangui par les troupes de la Séléka et, d'autre part, le soutien à certaines factions dans la phase préparatoire.

► **Action et soutien**

Sur le premier point, je puis dire que les unités tchadiennes ont non seulement évité de bloquer les troupes de la Séléka quand elles franchissaient la « ligne rouge » (dixit le général Déby Itno) de Damara, ce qui était un manquement grave par rapport à leur mission, mais elles ont rééquipé instantanément les troupes de la Séléka, après l'échec du premier assaut, et même « prêté » des tireurs. La participation des militaires tchadiens dans l'attaque du camp des Sud-Africains qui participaient à la protection de la route de Bangui est confirmée par diverses sources. La seule imprécision concerne la part des instructions venues de N'Djamena et la part d'initiatives propres au commandement local, dans la mesure où il y a beaucoup d'affinités personnelles entre certains officiers tchadiens et ceux de la Séléka.

Sur le second point: la Séléka était une coalition hétéroclite de groupes aux contours parfois mal dessinés. Certains étaient sous la tutelle politique et matérielle totale de N'Djamena ces der-



*Selon Acheikh Ibn-Oumar, « il faut être fou pour penser qu'on peut avoir durablement un Tchad en bonne santé à côté d'une RCA malade ».*

nières années. En particulier la branche de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) dirigée par le général Noureddine Adam, et la Convention patriotique du salut du Kodro (CPSK, dont le fondateur est

Mohamed-Moussa Dhaffane). Abakar Sabone, le conseiller présidentiel qui avait brandi récemment l'épouvantail de la sécession des régions à majorité musulmane du Nord-Est centrafricain, s'est fait connaître en 2003 en tant que

porte-parole des fameux « libérateurs », un mélange de Tchadiens et Centrafricains formés au Tchad et qui avaient porté Bozizé au pouvoir contre Patassé.

L'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) du président déchu de la Transition Michel Djotodia, était plutôt sur la coupe du Soudan ; elle n'est tombée sous l'influence de N'Djamena qu'après la prise de pouvoir.

■ **La Séléka, groupe hétérogène, est aussi composée d'anciens rebelles tchadiens. Comment voyez-vous leur rapprochement avec Déby contre Bozizé ?**

□ Il n'y a pas eu de rapprochement à proprement parler entre d'anciens rebelles et Déby Itno contre Bozizé. Les combattants d'origine tchadienne – et

que coalition politique. Ils se sont engouffrés massivement et à la dernière minute dans la brèche créée par l'effondrement rapide des Forces armées centrafricaines (Faca), ont pris les armes, se sont donné des grades hors de tout contrôle, de l'aveu même de Michel Djotodia. Les uns pour se tailler des petits fiefs à racketter, les autres tout bonnement pour voler des véhicules afin de les revendre dans les pays voisins. Cela s'applique aussi aux nationaux centrafricains ; par exemple, les prisonniers de droit commun dans les villes conquises se sont trouvés en liberté et ont vite fait d'endosser l'uniforme de combattants. C'est un phénomène classique dans les ruptures militaires non maîtrisées ; nous l'avons connu au Tchad, à partir de la guerre civile de 1979, et c'est ce qu'on voit actuellement en Libye. Aussi ne peut-on déduire de cette situation une conclusion politique ou un rapprochement entre la rébellion et le régime de N'Djamena.

■ **Que peut craindre Idriss Déby d'un nouveau changement en Centrafrique ?**

□ Le président Déby craint à la fois un pouvoir fort en Centrafrique, qui briserait définitivement son rêve de satellisation de ce pays, et un pouvoir trop faible, qui laisserait du champ à l'opposition armée tchadienne et donnerait l'occasion au Soudan et à la France de réduire l'hégémonie tchadienne. Jusque-là, il n'avait rien à craindre d'un changement de pouvoir en RCA, dans la mesure où il a toujours su instrumentaliser, et même provoquer les troubles militaires et politiques ainsi que les changements régimes à Bangui. Voyez comment il s'est permis de convoquer, en quelques heures, les 135 membres du Parlement transitoire centrafricain pour mettre en scène la démission de Michel Djotodia et du premier ministre Nicolas Tiangaye, après avoir sermonné publiquement l'ensemble de la classe politique centrafricaine, comme un instituteur face à des mauvais élèves.

La nouveauté, c'est le climat politique de plus en plus hostile aux forces tchadiennes de la Misca qui risque de compliquer le contrôle d'un éventuel

futur gouvernement centrafricain par le président Déby.

Par ailleurs, les exactions subies par les résidents tchadiens, victimes innocentes d'un ras-le-bol légitime contre l'attitude du pouvoir tchadien, fait apparaître Déby aux yeux de l'opinion nationale comme incapable de protéger ses propres citoyens, au moment où il se présente comme le grand défenseur de l'Afrique contre le terrorisme djihadiste. Ce qui ajoute une crainte supplémentaire, à savoir la naissance au Tchad d'un courant exigeant le retrait de nos troupes de RCA.

De toute façon, le mal est déjà fait, le régime est en train de perdre rapidement le peu de crédit qu'il pouvait encore avoir, tant en RCA qu'à l'intérieur même du Tchad. Il lui reste à faire son *mea culpa*, renoncer à son rêve fou d'hégémonie régionale et inverser la vapeur, en reconnaissant ses erreurs passées et en agissant dans le sens du renforcement de la stabilité, de l'unité et de la souveraineté de ce pays martyrisé. Il faut être fou pour penser qu'on peut avoir durablement un Tchad en bonne santé à côté d'une RCA malade.

■ **L'action de la Misca en Centrafrique paraît plus difficile que celle des forces africaines au Mali, là aussi aux côtés de l'armée française. Et pourtant l'ennemi au Mali était (et est encore dans une certaine mesure) plus puissant. Est-ce parce que les armées ne sont pas entraînées à exercer les fonctions de police dans un pays tiers ?**

□ Les interventions américaines en Irak et en Afghanistan montrent que les armées, fussent-elles les plus puissantes au monde, ont du mal à assurer les fonctions de maintien de l'ordre. Comme elles ont du mal à maîtriser les guerres dites asymétriques, même dans leurs propres pays. Cela est une évidence. L'élan des forces du Mujao, d'Aqmi et autres n'a été brisé au Mali, par l'intervention française, qu'à partir du moment où ces groupes se sont imprudemment lancés dans une guerre de conquête territoriale classique, contraire à la doctrine de la dispersion et de la surextension stratégique de la mouvance Al-Qaïda. ➔



D.R.

soudanaise aussi – dont on a remarqué la présence dans la Séléka, étaient, à mon avis, des *desperados* qui s'étaient lancés dans cette aventure de façon individuelle et anarchique, et ne représentaient politiquement aucun mouvement de l'opposition tchadienne. Une bonne partie de ces aventuriers n'avaient pas grand-chose à voir avec la Séléka en tant

« LES GOUVERNEMENTS DE KHARTOUM ET DE N'DJAMENA  
VONT ENTRER EN CONCURRENCE EN RCA. »

Cependant, je ne pense pas que ce soit l'unique raison de l'empêchement des troupes françaises et de l'inefficacité des troupes africaines en Centrafrique. Il y a une méconnaissance, un mépris même, des réalités sociopolitiques locales, de l'état d'esprit et des besoins immédiats de la population. Il y a aussi une certaine légèreté dans la définition des objectifs de ces missions et leur inadéquation par rapport aux exigences de l'évolution des situations. Depuis la fin de la guerre froide, les interventions militaires sont présentées comme fondées sur des principes purement moraux, à savoir le secours désintéressé à de pauvres populations victimes des forces maléfiques ou victimes de leur propre arriération ; ce qui est une bonne couverture pour éviter de définir le cadre politique et stratégique des relations avec l'Afrique, qu'on prétend par ailleurs rénover et assainir. Comme un écho lointain de la fameuse mission civilisatrice de l'Occident des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

■ **L'armée tchadienne est sans doute celle qui connaît le mieux le terrain, puisqu'elle a longtemps soutenu le pouvoir de Bozizé par l'envoi d'unités spéciales, etc. L'hostilité à son égard de la part d'une partie de la population de Centrafrique vous paraît-elle justifiée ou compréhensible ?**

□ Les groupes hétéroclites drainés par la Séléka faisaient subir un calvaire insupportable aux populations, bien avant la prise de Bangui. L'attaque du 5 décembre par les anti-Balaka a servi de prétexte pour des représailles aveugles contre les civils, aggravant le cycle de la violence. Depuis plus d'une décennie, le régime tchadien se comporte en RCA comme en pays conquis. L'hostilité envers les forces tchadiennes est donc tout à fait compréhensible. Ce qui est incompréhensible, absurde, c'est d'en faire payer le prix aux civils tchadiens et même centrafricains, tous confondus sous l'étiquette de « musulmans ». Il y a une part de colère mal maîtrisée, certes, mais il y a aussi, et c'est regrettable, une part de manipulation électoraliste. Bozizé, avant sa chute, faisait des discours appelant à la haine et avait commencé à distribuer des armes aux civils, alors qu'il avait délibérément refusé de renforcer les Faca par peur d'un coup d'État, comptant uniquement sur le parapluie militaire de Déby.

J'ai l'impression que les dirigeants politiques, au pouvoir ou non, par calculs électoralistes, n'osent pas aller à contre-courant des sentiments exacerbés dominants dans leurs communautés. Les seules voix qui se sont nettement élevées contre la division et la haine religieuse ont été celles de l'archevêque Nzapalainga et du grand imam Layama. C'est assez révélateur. Il faut que les acteurs politiques et sociaux se ressaisissent, qu'ils brisent cette dangereuse spirale communautariste qui risque d'engloutir tout le monde, et qu'ils recentrent le débat sur les vrais enjeux politiques.

■ **N'Djamena craint-elle l'influence du Soudan sur la Centrafrique ?**

□ Jusque-là, c'est plutôt la complicité qui domine leurs relations. Mais, les gouvernements de Khartoum et de N'Djamena vont sans doute entrer en concurrence en RCA. Chacun veut avoir une certaine mainmise. Chacun cherche à contrôler directement des parties du territoire centrafricain pour empêcher les opposants d'y trouver des sanctuaires. On a senti pendant le limogeage de Djotodia mis en scène par Déby, un agacement des autorités soudanaises. L'influence politique de Khartoum se limite à une partie ex-rebelles musulmans, alors que N'Djamena prétend manipuler l'ensemble de la classe politique centrafricaine. N'Djamena compte sur le soutien occidental et, pour cela, apparaît comme le champion de la lutte contre le terrorisme, et plus généralement contre l'extrémisme islamiste en Afrique – tout en favorisant un confessionnalisme potentiellement explosif à l'intérieur du Tchad d'ailleurs. Quant à Khartoum, elle cherche plutôt à apparaître comme le défenseur du « vrai » islam contre l'Occident, ce qui ne l'a cependant pas empêché de soutenir les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

■ **Quelles conséquences le conflit au Soudan du Sud peut-il avoir sur la stabilité du Tchad ?**

□ Depuis les années 1980, la zone frontalière – Soudan-Soudan du Sud-RCA-Tchad – était devenue une sorte de *no man's land* où toutes les lignes centrifuges s'entrecoupaient et se brouillaient.



Des partisans de Bozizé ont tenté d'installer des bases à la frontière avec le Sud-Soudan. Les rebelles tchadiens, désarmés et chassés par le régime de Khartoum, ont essayé de survivre en se dispersant dans la région, en fonction des opportunités économiques ou des affinités familiales et ethniques. Y compris dans l'ouest du Sud-Soudan où vivent des tribus ayant des extensions au Tchad, comme les Peuls et les Dadjo, certains clans d'origine arabe-baggara, les Goula, ethnie de Michel Djotodia, et les Rounga, ethnie de l'homme fort de la Séléka, Noureddine Adam.

Déby faisait le grand écart entre son alliance fondamentale avec Al-Bachir – et donc contre l'Ougandais Museveni – et son engagement auprès de la communauté internationale à lutter contre la LRA, présente en RCA où se trouvent des forces tchadiennes. Le soutien apparent d'Al-Bachir au président sud-soudanais Salva Kiir contre son rival Riek Machar – résultat semble-t-il, des pressions de la Chine, principal exploitant du pétrole dont dépendent vitalemment les deux Soudans – suppose une convergence avec Museveni, mais il y a encore beaucoup d'autres inconnues, comme la

« LE SEUL SOUCI DU POUVOIR, C'EST DE MULTIPLIER  
LE NOMBRE DE MILLIARDAIRES CHEZ SES PARTISANS. »



Reuters

*Des réfugiés dans un camp de fortune à l'aéroport de Bangui, en décembre 2013. Ils seraient quelque 100 000 déplacés à « vivre » près des pistes.*

question du partage des eaux du Nil, le soutien de Khartoum aux extrémistes islamistes en Somalie, au Kenya et en Ouganda, et last but not least, l'attitude des États-Unis, Israël, Iran et monarchie du Golfe qui avaient toujours utilisé les deux Soudans comme un champ de manœuvres, quitte à le transformer en champs de ruines.

#### ► Aveuglement et incurie

La poursuite du conflit au Sud-Soudan aggravera le déplacement des populations et la circulation des combattants et des armes dans toute la sous-région. La stabilité du Tchad, qui repose sur des bases très fragiles, ne résistera pas longtemps à tous ces mouvements, et le retour de la stabilité en RCA en sera retardé, sans compter la crise non résolue du Darfour qui pourra s'enflammer. Mais tout cela, ce sont des conséquences. La vraie cause de l'instabilité chronique dans la région, c'est l'aveuglement des régimes de N'Djamena et de Khartoum, qui refusent de voir les racines sociales et politiques des rébellions à répétition et sont enfermés dans une logique de solution militaire et de bunkerisation clanique de leurs pouvoirs.

■ **Quel est l'état des lieux de l'opposition tchadienne? Quels espoirs pour des élections régulières? Il semble**

**bien que le président Déby ne compte guère céder sa place...**

□ L'opposition parlementaire aussi bien que l'opposition dite politico-militaire sont actuellement très affaiblies. Depuis deux décennies, chaque élection est pire que la précédente. La première assurance-vie du régime, la base militaire française, vient d'être renforcée par une seconde : la manne pétrolière. Le pouvoir a les mains libres pour violer ses propres lois. Les députés, même ceux de la majorité présidentielle, se font régulièrement jeter en prison, au mépris des procédures de levée de l'immunité. Depuis juillet 2008, Le régime s'est assis sur le rapport de la commission d'enquête sur la disparition du coordinateur de la coalition de l'opposition, le professeur Ibni Oumar Mahamat Saleh, rapport qui établissait la responsabilité des forces gouvernementales dans cet enlèvement odieux. Les recettes douanières journalières sont sur le compte personnel ou gardées dans des sacs au domicile du directeur, qui se trouve être le frère du président. Dans les esprits, la rupture Nord-Sud est presque consommée et n'attend qu'une étincelle pour s'enflammer. Mais le seul souci du pouvoir, c'est de multiplier le nombre de milliardaires chez ses partisans et préparer la relève dynastique.

Cependant les conditions de vie de la masse des citoyens sont pires par rapport à la période d'avant le pétrole. Il n'y a aucune politique d'emploi pour la jeunesse scolarisée. L'opposition toutes tendances confondues pourrait canaliser les frustrations populaires et contraindre le pouvoir à une recomposition du champ politique, à condition de s'auto-administrer une thérapie de choc pour renouveler son discours, ses cadres, ses structures, ses méthodes de mobilisation et assurer un bon passage de relais aux générations montantes.

■ **Quel est l'intérêt aujourd'hui du procès contre Hissène Habré? Peut-il apporter des éclaircissements significatifs de la période durant laquelle il a exercé le pouvoir et brutalement réprimé son peuple? Est-ce que les implications internationales, et notamment le soutien des États-Unis qu'il avait reçu à l'époque, pourra-t-il être mis à jour?**

□ Le procès Habré a été déclenché par des ex-détenus survivants, rejoints par des proches des disparus. En tant que victimes, on ne peut pas leur dénier le droit de réclamer justice, encore moins banaliser le fait que la DDS (police politique de Habré) était particulièrement brutale. Il y a de fortes présomptions quant à la participation directe des États-Unis par la formation de responsables de la DDS et la fourniture de matériel de torture. Je pense que cela peut être clarifié, même s'il y a peu de chances que Washington y collabore. Par contre ce dont je doute, c'est qu'il y ait une procédure objective, c'est-à-dire, entre autres, interroger toutes les personnes impliquées, dont la quasi-totalité se trouve dans les rouages du régime actuel, à commencer par le général Déby Itno. Car, malgré sa déclaration de respecter le cours de la justice, il a déjà commencé à s'y immiscer. Il en profite pour lancer des mandats d'arrêt fantaisistes contre des opposants, suscite et finance une multitude d'associations représentant les victimes, tente d'influer sur les organisations des droits de l'homme et sur les autorités sénégalaises, etc.

Est-ce que les cours africaines et les activistes des droits de l'homme pourront résister à toutes ces manœuvres? Est-ce que la tenue de ce procès va être une occasion pour une reconnaissance de toutes les victimes tchadiennes, sous tous les régimes, et ouvrir la voie à un apaisement national? La question se pose sérieusement. ■